

29 mars 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le bilan social de sa présidence, le rôle du mouvement mutualiste et sa proposition d'un nouveau "contrat social", Paris le 29 mars 1995.

Monsieur le Président,

- Mesdames et messieurs,

- Je crois que, depuis quatorze ans, j'ai toujours été fidèle aux grands rendez-vous auxquels m'ont convié soit René Teulade, soit Jean-Pierre Davant, soit aujourd'hui Maurice Duranton. C'est que j'ai toujours apprécié de me retrouver parmi des militants qui vivent dans leur vie quotidienne les grandes valeurs républicaines du pays et parmi des femmes et des hommes qui ont une certaine manière de voir la société française, que je crois partager, fondée sur la justice sociale, l'égalité des chances et sur ce qui fait la dignité de l'homme en toute chose.

- Voilà donc un rendez-vous supplémentaire, le rappel de ces valeurs, et voilà pourquoi je suis parmi vous ce soir. D'autant plus que nous fêtons l'idée mutualiste, mais particulièrement le cinquantenaire du contrat social français.

- L'Union des mutuelles de fonctionnaires s'est créée en rassemblant des mouvements dont les racines plongent vraiment très loin dans l'époque cruelle de l'industrialisation forcenée. Dans un monde dur, au péril parfois de leur vie, en tout cas toujours de leur quiétude, ces femmes et ces hommes ont organisé la solidarité dans les sociétés de secours mutuel - comme on disait - pour soutenir ceux qui faiblissaient. Ils ont conçu ces sociétés de résistance d'où naquit le syndicalisme. Ils ont porté en eux cette belle, cette grande idée, qu'on appelle aujourd'hui la sécurité sociale pour tous. Au coeur du mouvement mutualiste de la fonction publique, cette flamme continue de brûler.

Et les Français savent bien que vous n'avez rien à voir avec l'image caricaturale qu'un certain nombre d'idéologues veulent donner de la fonction publique. Les fonctionnaires de l'Etat, qui sont-ils ? Chacun les connaît. Pour citer quelqu'un d'autre, "ce sont nos professeurs, nos instituteurs, les hussards noirs de la République", ceux dont chacun de nous, au fond du coeur, conserve l'image. Ceux dont le peuple se sent si proche qu'il est prêt à défendre l'enseignement laïque. Ce sont..., la liste serait trop longue ! Ce sont les infirmières, les infirmiers qui ne comptent pas leur gentillesse et leur dévouement. Et je dois dire que c'est l'un des points à propos desquels j'exprimerai le plus grand souci pour avoir assisté, il y a quelques années, au mouvement d'opinion incarné par les infirmières : elles n'ont pas ce qui leur est dû, ce que leur travail les autorise à exiger de la société alentour, un travail qui restera, bien sûr, toujours sous-payé par rapport aux heures, par rapport aux peines, par rapport au service rendu, mais qui l'est quand même beaucoup trop aujourd'hui dans un monde de fonctionnaires où l'on aurait besoin de se prêter main forte.

- Ce sont les facteurs, enfin les préposés, qui portent les messages à des êtres chers partout en France, ou qui font marcher les affaires, tout simplement.

- Ce sont les fantassins, les marins, les aviateurs qui exposent leur vie pour assurer la sécurité du pays ou rétablir la paix dans le monde.

- Chaque catégorie pourrait être citée. Nous pourrions égrener chacune de vos missions sans

lesquelles la cohésion sociale de notre pays aurait tôt fait de disparaître.

- Alors, si vous me permettez de vous le dire, mesdames et messieurs, la fonction publique n'est pas représentée seulement par ceux qui l'ont quittée, par ceux qui savent tout, qui théorisent, je ne dirai pas leur défection mais leur départ, et qui donnent des leçons à tout le monde sur les écrans, dans les colloques, ici et là ! Il y a des millions de femmes et d'hommes, dont vous êtes, qui vivent pour le service public et qui y croient.\

Mais cette soirée, c'est aussi une célébration, celle du contrat social entre les Français. Personne n'a oublié, je le suppose, en tout cas pas moi, le programme du Conseil national de la Résistance, adopté à l'unanimité des forces sociales et politiques de l'époque et qui a conduit aux mesures prises par le gouvernement provisoire du général de Gaulle : la sécurité sociale pour tous, les comités d'entreprise, l'autorisation administrative de licenciement, la nationalisation de ceux qui avaient failli et de ceux qui avaient combattu la volonté populaire, mais aussi la nationalisation de ce qui appartenait, en vérité, à la Nation & le statut de la fonction publique, j'en passe...

- Cette révolution sociale s'est ajoutée aux conquêtes de 1936 : la semaine de 40 heures, les congés payés, les délégués du personnel, les conventions collectives, les salaires minima, etc...

- Enfin, tout était là. Tout ce qui constitue le contrat social ou que j'appellerai d'un autre mot, les acquis sociaux. Vous vous souvenez qu'il y a peu de temps, à deux reprises, en souhaitant mes vœux à la Nation, toujours des 31 décembre, j'ai rappelé les acquis sociaux et j'ai invité les gouvernements futurs, puisqu'ainsi va la vie, à ne jamais oublier que c'est une obligation majeure pour eux que de préserver les acquis sociaux qui sont venus corriger un peu les inégalités et les injustices. Mais chaque fois, ces déclarations ont été accueillies soit avec aigreur, soit avec un sourire indulgent, en disant : "après tout il se répète et il ne pourra pas se répéter toujours" & ce qui est bien vrai. Et puis quelle idée ! Quelle absence de modernisme que de vouloir maintenir les acquis sociaux, de laisser les choses en l'état ! "Mais c'est un conservateur " Si je l'étais de cette façon-là, ce ne serait pas si mal. Et puis j'aperçois que j'ai fait des disciples, du moins si j'en crois ce que je lis ou ce que j'entends chaque jour, au cours de cette période bénie pendant laquelle rien n'est interdit à personne.\

Je vous rappelle aussi qu'après 1946, la lutte sociale a permis d'arracher de nouveaux progrès : le SMIG, l'indemnisation du chômage, la progression des salaires, les délégués syndicaux, l'augmentation du SMIG après mai 1968 & puis, après 1981, la durée annuelle du travail a été réduite de près de 100 heures : cinquième semaine de congés payés, semaine de 39 heures, près de 10000 heures sur l'ensemble de la vie professionnelle avec la possibilité de prendre sa retraite à 60 ans & les droits des salariés dans les entreprises, les lois Auroux, les prestations familiales renforcées, les retraites, le SMIC très fortement relevé & les aides matérielles et financières aux personnes handicapées ont été accrues & le RMI, l'impôt sur les grandes fortunes ont été créés, de nouveaux droits ont été assurés pour la femme et pour l'enfant. Quand je vous dis cela, ce n'est pas du tout sur le même registre que ce que je vous disais tout à l'heure, parce que cette fois-ci, moi je ne suis pas dans le coup ! Je me contente simplement de veiller à ce que la mémoire nationale reste fidèle, car on essaie souvent de brouiller les pistes.

- Eh bien, oui ! On a défendu les progrès sociaux contre un libéralisme excessif et toujours dangereux, comme tout ce qui est excessif. Des mots savants sont venus camoufler les intentions réelles. Je pense à ce mot, par exemple : flexibilité. Croyez-vous, si d'autres avaient gouverné pendant cette dernière période, que le SMIC existerait encore ? Croyez-vous que les salaires, pour les plus jeunes en particulier, n'auraient pas diminué ? Ne croyez-vous pas que la sélection se serait généralisée, l'université payante, en partie privatisée, l'unité de l'Education nationale morcelée plus encore ? La solidarité entre les générations remise en cause ? J'ai lu des projets qui disaient à peu près cela, et je ne crois pas interpréter abusivement les idées de ceux dont je parle.\

Et c'est vrai que les Français ont peine à comprendre pourquoi depuis le début de la crise, - c'est la plus forte connue depuis 1939 et elle a commencé en 1973 pour durer jusqu'à maintenant, ou à peu près -, pourquoi on n'a pas réussi à dominer le chômage. C'est vrai que le monde s'est ouvert de tous côtés. On ne pouvait pas s'enfermer. L'argent circule, l'argent fuit de place en

place, dès lors qu'il craint pour sa sécurité ou sa rentabilité. Il n'était pas question de fermer nos frontières par crainte de ce phénomène, sans quoi bien d'autres conséquences incalculables se seraient produites et nous nous serions fermés à l'Europe et au monde. D'autre part, c'est un phénomène du monde industriel occidental, qui n'est pas venu de chez nous et qui sera guéri bientôt, je le pense, mais la guérison ne partira pas non plus de chez nous. Voilà en quoi aujourd'hui l'interdépendance des pays industriels s'affirme de plus en plus. On s'est battu sur certains points : le chômage des jeunes, le chômage de longue durée. Je pense à ce que pouvait penser Pierre Bérégovoy, si attaché à cette lutte contre le chômage de longue durée, lorsqu'il a vu le dispositif mis en place en 1993 s'arrêter. Enfin, combattre une telle évolution serait impérieux. Et tous les gouvernants, y compris ceux d'aujourd'hui, le savent bien et en tiennent compte.

- J'avais demandé, il y a déjà trois ans, aux partenaires sociaux de s'attaquer à la recherche de solutions indispensables et donc de se rencontrer. Trois ans, c'est court sur la distance du temps, mais cela peut paraître long à ceux qui souffrent, qui ont de maigres moyens ou qui ne se sentent plus protégés par la société à laquelle ils appartiennent. Cette société se doit d'être accueillante, elle se doit d'être solidaire. Elle doit laisser aux femmes et aux hommes le temps de vivre, d'aimer, de se cultiver, d'exister & de satisfaire les besoins sociaux laissés en jachère par les lois du marché & elle doit rassembler entre elles, unir plutôt que séparer, les générations.

- On peut dire que c'est très idéaliste tout cela : une société française généreuse, volontaire, présente partout pour aider les plus faibles, recherchant la justice, surtout pour les travailleurs, engagée dans le développement social et dans la paix de l'humanité. C'est beaucoup dire, c'est beaucoup demander, c'est certain. Mais au moins faut-il avoir cet idéal dans le cœur. On ne fera jamais autant que ce que l'on souhaiterait, mais au moins on sera sûr de ne pas tourner le dos à ce que l'on doit.

Bien souvent, il m'arrive de penser, parfois d'intervenir & je le fais avec mesure, c'est mon rôle, surtout dans la période actuelle. Il est très difficile de condamner les conditions de licenciement après avoir tout permis & trop facile de stigmatiser ceux qui s'enrichissent en dormant, l'expression est de moi, après avoir supprimé l'impôt sur les grandes fortunes, - on l'a pour une part rétabli, il faudrait même, peut-être penser à l'augmenter - & c'est trop facile de parler de l'augmentation des salaires après avoir bloqué les retraites, les prestations sociales, le SMIC, la politique que j'avais lancée, je crois, de relèvement des bas salaires, dont je ne suis pas propriétaire, que d'autres de tout bord souhaitent perpétuer et vraiment je vous demande de la défendre.

- J'allais ajouter que c'est trop facile d'avoir enterré le fonds de garantie des retraites, imaginé par René Teulade, au profit d'une privatisation forcenée et sans ambition qui laisse dans l'incertitude l'avenir des retraités après l'an 2005, et de dire : "on a paré à tout".

- Eh bien, je crois qu'il faut négocier un nouveau contrat social. Ce sont des mots que j'emploie sans cesse. Si vous ne l'imposez pas, il vous sera imposé à des conditions qui remettront en cause la sécurité sociale, la retraite, les salaires, par ceux qui, au fond, n'attendent que l'occasion. Encore faudrait-il que les organisations syndicales sachent négocier entre elles.

J'aperçois de timides progrès dans ce sens. Cela leur permettrait d'être plus fortes pour négocier avec les employeurs et j'observe avec plaisir qu'une porte est entrouverte de ce côté-là.

Revenez, mesdames et messieurs, aux sources de votre mouvement et recréez, dans la mouvance des syndicats, des sociétés de solidarité et de résistance à l'exclusion, comme à la drogue ou à la violence. Il y a tant de choses et de grandes choses à faire ! Le monde n'est pas fini. J'ai envie de vous dire qu'il ne sera jamais fini. Il n'y a pas de fatalité à l'inégalité, à l'exclusion, au chômage. Il y a des mécanismes qui fonctionnent : travaillons à leur résister avant de les transformer.

- N'est-ce pas ce que pensaient vos anciens lorsqu'ils ont fondé les mutuelles ? Je crois que votre action est votre grandeur. Parlez haut, vous avez le droit d'être entendus. Restez attachés à vos valeurs et soyez fiers de votre histoire & transmettez-en la mémoire. Mais naturellement, restez aussi proches de ceux que vous représentez. Enrichissez la démocratie de vos mouvements, faites participer davantage les femmes et les jeunes à vos instances. Adaptez sans cesse les

raient participer davantage les femmes et les jeunes à vos instances. Adaptez sans cesse les services que vous rendez à vos adhérents. Modernisez vos méthodes, veillez à préserver les relations humaines. Qu'est-ce que je vous demande en somme ? C'est d'être les meilleurs en tout et je me demande si je n'exagère pas un peu. En tout cas, ne soyez pas modestes - je ne sais pas si c'est dans votre nature. Combattez les sociétés arrogantes qui vous combattent. Vous prouverez par votre action que le code de la mutualité n'est pas le code des assurances, que la mutualité n'est pas une technique, qu'elle est une valeur nécessaire au pays. Vous prouverez tout simplement que la France reste un pays riche d'idéal, que ses chances restent ouvertes, que sa démocratie est vivante et vous en êtes les citoyens.

- Je suis venu vous dire cela tout simplement ce soir, non seulement, comme je le disais en commençant, par fidélité à une présence que j'ai cru devoir toujours maintenir, au travers des changements inéluctables de direction mais dans la permanence du service public. Je vous le dis. Avec quelle chance d'être entendu ? Par vous, sûrement 5 par le pays, peut-être 5 par ceux qui gouverneront demain, je n'en sais rien.\

Il s'agit là d'une de mes dernières interventions publiques. Non que je regrette quoi que ce soit : je ne me laisse pas aller à la mélancolie, je connais le sens, la signification de la vie et du temps, de la durée, et de ce point de vue j'ai été un privilégié, grâce à la confiance du peuple. Mais enfin tout passe. Il faut laisser à ceux qu'on aime, quelques images, quelques idées, quelques mots, quelques messages. Si ce que j'essaie de vous dire, à vous mutualistes, pouvait aller plus loin que vous pour toucher aux profondeurs du pays, j'aurais le sentiment d'avoir été utile. Et après tout, qu'est-ce qu'on peut demander de plus, lorsqu'on fait le compte de ce qui est réussi ou de ce qui ne l'est pas ? Avoir été utile, avoir avancé de quelques pas, de beaucoup, sur la route de l'avenir et n'avoir jamais reculé. C'est le devoir que je me suis imposé et je vous remercie de m'avoir permis de vous le dire une fois de plus.\